

Editorial

LA LOI DE 1986 SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS ET LE COLLÈGE ALGONQUIN

ANDRÉE LORTIE*

1. INTRODUCTION

La Loi de 1986 sur les services en français a été adoptée le 18 novembre 1986, par les trois partis politiques constituant la législature ontarienne. Afin de s'assurer que le Collège Algonquin respecte l'esprit et la lettre de cette Loi, le président du Collège a cru bon de mettre sur pied un groupe de travail responsable de la préparation d'un plan d'action qui permette l'implantation de cette Loi au Collège.

La démarche du Groupe de travail a porté sur quatre grands secteurs: la mise en place de sept équipes de travail chargées de se pencher respectivement sur les thèmes suivants: l'aménagement, le financement, la formation professionnelle, la gouvernance, la planification et le développement de programmes, les services à la clientèle et la structure; la recherche, c'est-à-dire l'analyse de documents publiés au Collège et à l'extérieur, de documents traitant de l'évolution de l'éducation en Ontario, de la situation qui prévaut dans les autres provinces et du rôle des collèges communautaires au sein des communautés minoritaires; l'établissement de la chronologie des événements qui ont affecté le développement du fait français au Collège; la consultation de la communauté collégiale par le biais de mémoires et de rencontres, et de la communauté externe par le biais d'audiences publiques et d'invitation à des groupes constitués: l'analyse des données, c'est-à-dire l'analyse des sept rapports soumis par les équipes, l'analyse des mémoires, et des comptes rendus de rencontres.

Le contexte et la raison d'être de la Loi ont été centraux à tout le processus puisqu'il s'agissait, non seulement de garantir des services en français au niveau collégial, mais bien de garantir des services en vue de permettre la reconnaissance et la sauvegarde de l'apport du patrimoine culturel pour les générations à venir ainsi que l'emploi de la langue française en Ontario.

Afin que le Collège puisse respecter à la fois l'esprit et la lettre de la Loi, toute la démarche du Groupe de travail s'est donc inscrite dans le cadre conceptuel suivant: la création d'un milieu de vie français, la responsabilité et la gestion du système éducatif collégial par les Francophones, la mission et le rôle communautaire de l'institution collégiale et la garantie de services de qualité accessibles et permanents.

*Collège Algonquin d'arts appliqués et de technologie

2. LE CADRE CONCEPTUEL

2.1 La création d'un milieu

Pour la minorité, l'école est le lieu privilégié et le seul qui accorde une place prépondérante à la langue, élément indispensable à la création d'un sentiment d'appartenance et d'une identité culturelle. L'"école" doit être considérée comme faisant partie d'un ensemble intégré à un projet global d'éducation permanente. Même si l'article 23 de la Loi constitutionnelle de 1982 ne traite que de l'éducation au primaire et au secondaire, la suite logique de l'engagement pris par le gouvernement de l'Ontario d'assurer un enseignement en français à ces niveaux est de s'engager dans la même voie en ce qui a trait à l'enseignement postsecondaire. Un tel engagement qui verrait l'inclusion du postsecondaire dans le projet global d'apprentissage assurerait le maintien d'une collectivité franco-ontarienne saine et vigoureuse.

L'étudiant arrivant au postsecondaire en est au stade de l'affirmation. Voici la période privilégiée où il teste les valeurs acquises, où il se donne une orientation de vie, où il se choisit un devenir. Le milieu collégial permet ou ne permet pas à l'étudiant de développer son leadership, d'affirmer son engagement face à ses valeurs, de se donner un visage qui est le sien. Pour la collectivité franco-ontarienne, la survie dépend de l'engagement et du leadership que voudra et que pourra assumer sa relève.

2.2 La gestion des institutions scolaires

Pour l'Ontario, la réponse à la question: "Qui est responsable de l'éducation collégiale des Franco-Ontariens?" revêt une importance capitale si l'on veut atteindre l'objectif de la Loi de 1986 sur les services en français, objectif portant sur la reconnaissance et la sauvegarde du patrimoine culturel.

Au niveau collégial, cette volonté d'accroître le rôle des Francophones dans la prise de décision existe pourtant depuis fort longtemps. Déjà, en 1974, le ministre des Collèges et Universités demandait au Conseil des régents et au Conseil des Affaires franco-ontariennes de voir s'il y aurait lieu de créer un 23e collège à l'intention des Franco-Ontariens du Sud-Est.

Si on examine la situation des minorités au Canada, on constate qu'au niveau collégial il existe six collèges anglophones au Québec, un collège multi-campus au Nouveau-Brunswick, et le Collège francophone de Saint Boniface au Manitoba. Pour sa part, l'Ontario, province où on retrouve le plus grand nombre de francophones hors Québec, ne possède aucune institution unilingue à l'intention de sa minorité francophone.

2.3 La mission et le rôle communautaires des collèges

Pour la communauté franco-ontarienne, la reconnaissance de la complémentarité des réseaux scolaires, économiques, sociaux et culturelles et son insertion dans la mission de collèges communautaires est essentielle à son développement.

Il est clair que les collèges communautaires doivent participer aux affaires de la communauté et cette dernière à celles des collèges. A priori, une telle affirmation semble relever du domaine de l'acquis. Il ne faut cependant pas oublier que dès leur création, les CAATS (Colleges of Applied Arts and Technology) ont reçu comme mission de répondre aux besoins techniques et professionnels des adultes et des diplômés des écoles secondaires, en matière de formation non-universitaire.

Il a existé et il continue d'exister une confusion entre le but ultime des collèges qui est de former des professionnels, la langue d'enseignement qui devrait être celle la plus en mesure de favoriser l'apprentissage, et le mandat des institutions qui est de répondre aux aspirations et aux besoins d'une collectivité. Cette confusion qui s'est étendue à la langue d'enseignement et à l'apprentissage de la langue seconde a certainement hanté l'enseignement en français en opposant deux réalités, qui en Ontario, se doivent d'être complémentaires, soit l'enseignement en français et l'enseignement de l'anglais langue seconde, soit l'importance du milieu de vie francophone et la réalité du milieu de travail anglophone.

2.4 La garantie de services de qualité accessibles et permanents

Garantir les services en français, dans les collèges communautaires, présente un réel défi pour le gouvernement ontarien. Est-il vraiment possible d'assurer à la population francophone de la province une égalité des "chances" et un accès adéquat alors qu'en dépit de 20 ans d'existence, les collèges offrent 66 programmes en français et environ 300 programmes en anglais?

Si l'on souhaite parvenir à une égalité des chances, certaines pistes se doivent d'être explorées.

- nécessité d'accorder la priorité d'accès aux disciplines technologiques et scientifiques;
- nécessité pour le gouvernement d'investir dans le développement de programmes français et par conséquent nécessité de développer un mode de financement propre aux programmes français;
- impératif de ne pas attendre la demande, mais de la créer;
- urgence de proposer des scénarios nouveaux, en fonction des réalités de la minorité;
- nécessité de planifier, de rationaliser le développement et l'offre de programmes;
- nécessité d'assurer l'accès dans les diverses régions de la province.

Il s'avère important, si on veut éviter que l'éducation en français ne devienne le parent pauvre de l'éducation collégiale, qu'on se dote de mécanismes qui répondent à la problématique de l'éducation en français. Il s'ensuit donc que l'égalité des résultats ne sous-entend pas une démarche calquée sur le modèle anglais existant. Pour le groupe minoritaire, la qualité des services ne pourra être assurée que suite à une analyse des besoins et à l'établissement de priorités qui correspondent au vécu de la collectivité.

La connaissance des besoins du marché du travail et de la clientèle visée, la conception d'un produit de formation de qualité qui permette au client d'accéder

au marché du travail, une stratégie de mise en marché du produit adaptée à la clientèle ainsi qu'un personnel responsable, motivé, qui connaisse le client, le produit et le marché constituent les aspects indispensables à l'accès et la permanence recherchés.

3. LA PROBLEMATIQUE

En plus de cette analyse de la Loi de 1986 sur les services en français dans le contexte collégial, le Groupe de travail a tenté, tout particulièrement par le biais des sept groupes de travail, de dresser le bilan de la situation actuelle, d'identifier, parmi les mécanismes existants, ceux qui se révèlent efficaces, d'identifier, le cas échéant, les problèmes reliés aux mécanismes en place. Grâce aux sondages, aux entrevues dirigées, aux audiences publiques, aux rencontres individuelles, aux rencontres-ateliers avec des groupes cibles et à la soumission de mémoires, le Groupe de travail a pu analyser la situation présente de la vie en français au Collège Algonquin.

Le Collège Algonquin est le collège communautaire offrant en Ontario le plus grand nombre et la plus grande diversité de cours et de programmes en français; il compte la plus forte population étudiante francophone et le personnel francophone le plus nombreux.

En dépit d'acquis non négligeables, le Groupe de travail a pu néanmoins dégager une problématique qui se situe au niveau de l'égalité des chances de la reconnaissance de la différence, de la représentation des Francophones dans la hiérarchie, du sentiment d'appartenance, de la dispersion des Francophones et du bilinguisme, et des services en français.

3.1 L'égalité des chances

Malgré le très grand nombre de programmes et de cours offerts au postsecondaire et à l'éducation permanente au Collège Algonquin, l'examen de ceux-ci démontre que le défi, si l'on veut assurer aux étudiants francophones un accès égal, reste de taille. En effet, 147 programmes sont offerts en anglais alors que 49 le sont en français. Le secteur de la Technologie et métiers a connu au cours des 5 dernières années, une diminution particulièrement alarmante du nombre d'étudiants. L'éducation permanente, pour sa part, ne dessert qu'environ 3,000 Francophones comparativement à 50,000 Anglophones soit 6% de la population globale.

Le Groupe de travail a également constaté, à la suite d'une étude du nombre de programmes, du nombre de journées de formation et des budgets alloués au secteur français de la formation professionnelle, que les Francophones n'ont ni accès à tous les programmes, ni même un accès proportionnel au pourcentage de la population francophone.

3.2 La reconnaissance de la différence

Dans tous les secteurs du Collège, les Francophones ont souligné l'absence fréquente de compréhension vis-à-vis des besoins des Francophones et la nécessité

de faire appel à des stratégies particulières. Selon les intervenants, ces stratégies devraient être conçues par des Francophones en fonction d'objectifs définis par eux. Les analyses de besoins, la mise sur pied de nouveaux programmes, les changements aux programmes en place, le développement de matériel didactique, les mécanismes de recrutement et de promotion, l'embauche de personnel, tous ces secteurs d'activités doivent être adaptés à la réalité francophone.

3.3 La représentation des Francophones dans la gestion du système collégial

Une constatation importante qui ressort de cette étude est l'absence d'une bonne représentation des Francophones dans la gestion du système collégial.

Aucun des documents officiels de base des CAATS consultés lors de cette étude ne mentionne la nécessité d'une représentation francophone au sein des organismes responsables de la gouvernance. Ce n'est que par hasard que des Francophones siègent au sein de ces organismes.

La représentation francophone n'est présentement pas obligatoire au sein du Conseil des régents. Jusqu'à tout récemment, une représentation francophone n'était pas garantie par les directives régissant la composition du Bureau des gouverneurs. La décision récente du Bureau des gouverneurs du Collège Algonquin d'adopter un principe de représentativité égale francophone et anglophone traduit une volonté de la part du Collège d'être à l'écoute de la communauté francophone et d'assurer un *partnership* d'égaux entre les deux groupes linguistiques.

Bien qu'il existe plusieurs programmes de langue française au Collège Algonquin, il existe très peu de comités consultatifs exclusivement francophones. La formule des comités consultatifs bilingues semble être celle privilégiée par l'institution. Là encore, aucun critère de représentativité francophone n'est stipulé en ce qui a trait à la composition des comités consultatifs bilingues.

3.4 Le sentiment d'appartenance

Le sentiment d'appartenance peut être examiné selon deux perspectives: l'appartenance au Collège Algonquin et l'appartenance à une collectivité culturelle et linguistique. Plusieurs Francophones ne se sentent pas chez eux à Algonquin; ils y étudient ou y travaillent mais ne se sentent pas concernés par les activités sociales ou autres. Ils se considèrent dans un environnement étranger et ce, même quand leur connaissance de l'anglais est excellente. Ils préfèrent leurs propres activités, leurs propres projets. Récemment d'ailleurs, les enseignants et les cadres ont senti le besoin de se regrouper en association pour mieux affirmer leur identité.

3.5 La dispersion des Francophones

Il se dégage des propos de la plupart des intervenants que la dispersion des Francophones favorise une sorte de "divide et impera" nuisible à leur plein épanouissement. A titre d'exemple, les programmes de la Formation professionnelle sont gérés par sept secteurs situés sur 8 campus différents. Cette situation,

selon les intervenants, entraîne une mauvaise utilisation des ressources humaines et financières ainsi qu'un manque de direction et de concertation. Pour la communauté, cette dispersion signifie un manque de clarté du message, et une certaine difficulté à s'identifier à ce secteur.

Les intervenants sont presque unanimes à dire que, quand un cadre, franco-phonique ou anglophone, se retrouve à la tête d'une entité administrative qui comprend des programmes français et anglais, le poids de la majorité anglophone dicte les objectifs et que les programmes français souffrent souvent du syndrome du papier carbone.

3.6 Le bilinguisme et les services en français

Etrange paradoxe que celui du bilinguisme: la majorité des Francophones clament que c'est un échec alors que de nombreux Anglophones en vantent les mérites. Le bilinguisme, selon la majorité des intervenants francophones du Collège Algonquin, est un mythe au plan organisationnel; il entraîne une surcharge de travail, il exprime la perte de son identité, la difficulté de vivre et de se faire servir et comprendre dans sa langue.

Les résultats de l'étude effectuée par le Groupe de travail démontrent que pour les étudiants; le personnel enseignant et le personnel cadre francophone, le bilinguisme au Collège Algonquin n'apporte pas tous les bénéfices escomptés. Pour un grand nombre de Francophones la possibilité de créer, de constituer un milieu francophone à partir uniquement de mécanismes de style "bilinguisme" est faible. Plusieurs le constatent à grand regret; certains l'estimaient inévitable.

4. LE PLAN DE MISE EN OEUVRE

Suite à l'examen de la Loi de 1986 sur les services en français dans le contexte des Collèges communautaires et à l'étude des services en français au Collège Algonquin, le Groupe de travail a proposé un plan de mise en oeuvre comportant 129 recommandations qui exigeraient des changements d'envergure à la réalité collégiale d'Algonquin. Les points saillants de ce plan sont les suivants:

- la création d'un secteur scolaire (programmes et services) français autonome relevant d'une vice-présidence aux Affaires francophones;
- la création d'un secteur de technologie relevant de la vice-présidence aux Affaires francophones et ayant un mandat de développement;
- la création d'un secteur responsable des Affaires étudiantes francophones aux campus Rideau et Colonel By relevant de la vice-présidence aux Affaires francophones;
- le regroupement administratif et physique du secteur de la Formation professionnelle;
- la création de deux(2) campus francophones, Colonel By et Rideau;
- une représentativité proportionnelle des Francophones au sein du Bureau des gouverneurs avec autorité exclusive sur les affaires francophones;

- la création de comités consultatifs francophones pour tous les programmes français;
- la présentation d'un plan d'expansion et de développement des programmes français;
- la mise en place, par le Collège, d'un mécanisme permettant d'identifier le coût des programmes français;
- des recommandations au ministère des Collèges et Universités quant à la création de fonds spéciaux pour favoriser le développement et l'expansion des programmes français.

5. CONCLUSION

Le groupe de travail a cru nécessaire de souligner la prise de position de la communauté franco-ontarienne de la région d'Ottawa-Carleton et de Prescott-Russell.

“La création d'un 23e collège communautaire autonome francophone”

Cette recommandation n'a cessé d'être répétée par la communauté francophone. Selon la grande majorité des intervenants francophones, le fait de vouloir une institution francophone n'est pas le rejet de l'élément anglophone mais un signe de crainte, voire de peur, face à une institution bilingue à majorité anglophone. Crainte et peur, non pas de cohabiter avec les Anglophones, mais de vouer à l'assimilation la génération francophone de demain. Les témoignages recueillis reflètent une conviction profonde que seule la prise en main par les Francophones de la gestion de l'éducation en français, assurera la survie de leur langue et l'épanouissement de leur culture.

THE IMPACT OF THE *FRENCH LANGUAGE SERVICES ACT, 1986*, ON ALGONQUIN COLLEGE

ANDRÉE LORTIE*

1. INTRODUCTION

The *French Language Services Act, 1986*, was adopted by all three political parties in the Ontario Legislature on November 18th, 1986. To ensure that Algonquin College abides by the spirit and letter of the law, the President of the College decided to establish a task force for the preparation of an action plan leading to the implementation of the law in that institution.

The task force approach was fourfold: 1) to establish seven study groups with a mandate to examine the following topics: facility development, funding, skills development, governance, program planning and implementation, client services and structure; 2) to research and analyse the papers published by the College or other institutions on educational changes introduced in Ontario and on the situation prevailing in other provinces, as well as the influence wielded by Community Colleges on minority groups; 3) to establish a chronology of events that had an impact on the development of French in the College; 4) to consult with the college community through written submissions and meetings, and with the community at large through public hearings and meetings with established organizations. The data, i.e. the seven reports submitted by the study groups, the papers, and the meeting minutes would then be analysed.

The context of, and rationale behind the Act were central since the goal was not only to ensure French-language services at the College but, even more so, to provide services that would recognize the contribution of the cultural heritage of the French-speaking population and preserve it for future generations, as well as promote the use of the French language in Ontario.

For the College to abide by both the spirit and the letter of the law, the task force was guided by the following conceptual framework: to establish a French environment; to give French-speaking people the responsibility for and governance of the college level educational system; to enhance the mission and community role of the institution, and to establish accessible and permanent high-quality services.

2. CONCEPTUAL FRAMEWORK

2.1 To Establish a French Environment

For a minority group, school is the one and only place where language, the indispensable factor that gives a person a sense of belonging or cultural identity, plays a prominent part. By "school" we mean a place where a comprehensive continuing education process can be integrated. Even if section 23 of the

*Algonquin College of Applied Arts and Technology

Constitution Act, 1982, only speaks of primary and secondary education, the logical follow-up for the Ontario government's commitment to ensure the teaching of French at these levels is to make a similar commitment as regards post-secondary education. An agreement including post-secondary education in the overall process would ensure the maintenance of a strong and sound Franco-Ontarian community.

When students start post-secondary education, they have reached an assertive stage in their growth. At this stage they can test their own values, direct their own lives, choose their own futures. The college environment may or may not encourage them to develop their leadership skills, assert their values and shape their personalities. The Franco-Ontarian community, however, depends on the upcoming generation and on the quality of its leadership and commitments to survive.

2.2 Governance of Educational Establishments

In Ontario the question as to who should be responsible for the post-secondary education of the Franco-Ontarian community needs to be addressed if we want to fulfill the main objective of the *French Language Services Act, 1986*, an objective that focuses on the recognition and preservation of our cultural heritage. At the college level, there has been a long-standing desire to increase the participation of French-speaking members in decision-making processes. As early as 1974, the Minister of Colleges and Universities had asked the Council of Regents and the Council for Franco-Ontarian Affairs to examine the possibility of establishing a 23rd college for the Franco-Ontarians living in the South-East region of the province.

When we analyse the situation of minorities in Canada, it appears that there are six post-secondary colleges for English-speaking Canadians in Quebec; one multi-campus college intended for French-speaking students in New-Brunswick; and Saint-Boniface College in Manitoba, whose student population is French-speaking.

In Ontario, the province that has the largest French-speaking community outside Quebec, there is *no* unilingual establishment intended solely for the French-speaking minority.

2.3 Community Role and Mission of Colleges

The recognition of the fact that educational, economic, social and cultural networks are complementary, and the participation of the Franco-Ontarian community in the mission of Community Colleges are both essential factors for the development of that community.

There is no doubt that Community Colleges must be involved in their communities nor that these communities must be involved in college affairs. At first sight this seems to be self-evident. Yet we should not forget that the role of the CAATS (Colleges of Applied Arts and Technology), when they were first

established, was to address the vocational and technological needs, and non-academic training of an adult or high-school graduate population.

There has been, and still exists, some confusion between the ultimate goal of colleges, which is to train professionals – the language of instruction logically being the one that most facilitates learning – and the mandate of these establishments, which is to address the needs and objectives of a specific community.

This confusion, which has spread to both the language of instruction and the teaching of a second language, has undoubtedly affected the teaching of French and resulted in the emergence of two opposing realities which, in Ontario especially, ought to remain complementary, i.e. the teaching in French and the teaching of English as a second language, on the one hand, and the necessity of creating a francophone milieu in the midst of an English-language work environment.

2.4 To Ensure Accessible and Permanent High-quality Services

Guaranteeing French-language services in Community Colleges is a real challenge for the Government of Ontario. Indeed, the question arises as to whether it is even possible to ensure that the French-speaking population of the province will enjoy the same “opportunities” as the English-speaking population, and be given the chance to access programs adequately, when we can see that, after twenty years of experience, these Colleges offer only 66 programs in French and 300 in English.

If we want to ensure equal opportunity, we must explore the following paths:

- the necessity to give priority to technological and scientific fields;
- the necessity for Government to invest in French-language programs, and the concomitant need to develop a specific funding process for such programs;
- the importance of creating a need rather than waiting for it to arise;
- the urgent necessity for developing new schemes directed at minority needs;
- the necessity to plan and rationalize the development and implementation of programs;
- the necessity to ensure that all areas of the province have access to those programs.

So as not to allow French-language education to become the “Cinderella” of the college system, it is important to establish mechanisms that will address the problems it creates. Hence, equality will not be achieved by imitating the English-language pattern. The initial step will be to examine the needs of the minority, and to establish its actual priorities, since only an analysis of this kind would ensure that the minority receives quality services.

To obtain the kind of access and permanence in question, the following process should be followed:

- 1) examining the jobmarket situation, and the environment of the target-group,
- 2) creating a high-quality instructional product that will provide clients with the opportunity to be integrated into the jobmarket,

3) establishing a marketing strategy for the said product that is adapted to the client and is supported by a qualified, responsible, motivated personnel who understands the clientèle, the product and the market situation.

3. ISSUES

Besides analysing the impact of the *French Language Services Act, 1986*, on Colleges, the taskforce undertook to assess the current situation – mostly via study group input – and to identify which of the existing mechanisms are effective or ineffective. As a result of the surveys, interviews, public hearings, private and workshop meetings with target-groups, and of the papers that were submitted, the taskforce was able to examine the current status of the francophone environment at Algonquin College.

Algonquin College is undoubtedly the one Ontario community college offering the greatest number and variety of courses and programs in French; it also has the greatest number of French-speaking staff and students.

In spite of many invaluable gains, the taskforce identified a number of problems related to such things as: equality of opportunity; representation of French-speaking members at various administrative levels; the sense of belonging; the fragmenting of French-speaking members, bilingual services, and French-language services.

3.1 Equality of Opportunity

Despite the very high number of programs and courses offered at the post-secondary and continuing education levels, an analysis of these show that ensuring equal opportunities to French-speaking students is still a major challenge. In fact, there are 147 English programs compared to only 49 in French. In Technology and Vocational studies there was an especially alarming decrease in the number of enrollments over the last five years. Continuing education itself has only 3 000 French-speaking students as compared to 50 000 English-speaking students, i.e., 6% of total student population.

After examining the number of programs and training days, as well as the funds allocated to the French Department for professional training, the Taskforce also noted that Francophones did not have access to all the programs offered, and that their admission to these latter was not even proportional to their enrollment in the College.

3.2 Recognition of a different status

In every department, French-speaking students emphasized that there was a frequent lack of understanding of their needs, and that they felt a need for specific strategies. According to the participants, such strategies should be elaborated by Francophones, and take the specific objectives of the Community into account. An analysis of needs, the creation of new programs, the introduction of changes to

existing programs, the development of new instructional materials and recruiting and promoting procedures, and the hiring of staff, are all fields of activity that should be adapted to the needs of francophones.

3.3 Representation of Francophones in College Governance

An important fact emerges from the research: there is no adequate representation of francophones in the college system of governance. Not a single one of the CAATS official papers indicates the need for francophone representation on their administrative bodies. Where such representation occurs, it is merely incidental.

Even now French representation is not compulsory on the Council of Regents. Until very recently such a representation was not guaranteed by specific provisions on the composition of the Board of Governors. The recent decision by the Board of Governors of Algonquin College to introduce a provision for equal representation of francophones and anglophones demonstrates the administration's desire to take the views of the French community into account and to establish an equal partnership between the two groups.

Even though Algonquin College has several programs offered in French, very few advisory committees are exclusively French. Bilingual committees generally seem to be favoured by the administration. Here again, no specific provision exists as regards the degree of representation of the French community on bilingual committees.

3.4 A Sense of Belonging

A student's sense of belonging can be analysed according to two different perspectives: the feeling that one belongs to Algonquin College, or the feeling that one belongs to a specific cultural and linguistic community. A number of francophones do not feel at home in Algonquin College; they study or work there but do not feel concerned by events, either social or other. They feel they are in a foreign environment even when their knowledge of English is excellent. They prefer to organize their own events and make their own plans. In fact, administrators and teaching staff recently felt the need to create an association in order to better express their identity.

3.5 The Fragmenting of Francophones

Most of the participants indicated that the fragmenting of francophones resulted in a kind of "divide and conquer" that hindered any satisfactory personal development. Here is one such example: Professional Programs are managed by seven different departments situated on eight different campuses. The participants insisted that such a situation results in a misuse of human and financial resources and in a lack of guidance and communication. In the community, such a fragmenting means that no clear message is transmitted and that there is some difficulty in identifying with that department.

Almost all the participants said that, when an administration, whether it be French or English, administers both French *and* English programs, any emerging objectives are generally those that comply with the needs of the English-speaking majority and that French programs often suffer from a “carbon copy syndrome.”

3.6 Bilingualism and Services in French

Bilingualism is quite a paradox: the majority of French-speaking people consider it to be a failure, while many English-speaking Canadians praise its value. For the francophones at Algonquin College, bilingualism is a myth from the administration perspective: it results in overwork, denotes a loss of identity, and shows how difficult it is to live and obtain services in one’s own language.

The conclusion of the taskforce research shows that for francophones, either students, teachers or staff, the type of bilingualism at Algonquin College has not yielded all that was expected of it. The view of a greater number of Francophones is that there is very little chance of succeeding in establishing a French environment in bilingual surroundings. Many reluctantly admit the fact, while others thought it inevitable.

4. IMPLEMENTATION PLAN

After examining the *French Language Services Act, 1986*, and its impact on Community Colleges and after reviewing the services offered in French at Algonquin College, the taskforce proposed an implementation plan consisting of 129 recommendations and demanding a number of major changes to the organisation of Algonquin College. The main aspects of this plan are as follows:

- establish an autonomous French Education Sector (that would include both programs and services) reporting to a Vice-President for Francophone Affairs;
- establish a Technological Sector reporting to the Vice-President for Francophone Affairs, that would have a specific mandate for development;
- establish a sector in charge of Francophone Student Affairs at Rideau and Colonel By campuses that would have a report to the Vice-President for Francophone Affairs;
- merge the Professional Programs Department administratively and physically;
- establish two French campuses: Colonel By and Rideau;
- ensure proportional representation of francophones on the Board of Governors with exclusive authority over francophone affairs;
- establish French Advisory Committees for all the programs offered in French;
- draft an expansion and development for French programs;
- ensure that the College develops a mechanism for assessing the cost of French programs;
- recommend that the Ministry of Colleges and Universities invest special funds for the promotion and expansion of French programs.

5. CONCLUSION

The taskforce has thought it necessary to voice the view of the Franco-Ontarian community in the Ottawa-Carleton and Prescott-Russell regions, i.e.:

“That a 23rd Autonomous French Community College be established.”

This recommendation has been repeated over and over again by the French community. As the majority of the participants put it, asking for a French institution does not mean dismissing the English influence; rather, it is a sign of apprehension, and even fear, towards a bilingual establishment in which the majority is English-speaking. This fear does not come from living with anglophones but from the risk there is of condemning the next French-speaking generation to assimilation. The evidence collected invariably reflected the profound belief that giving francophones responsibility for education in French was the one and only way to ensure the survival of their language and the blossoming of their culture.